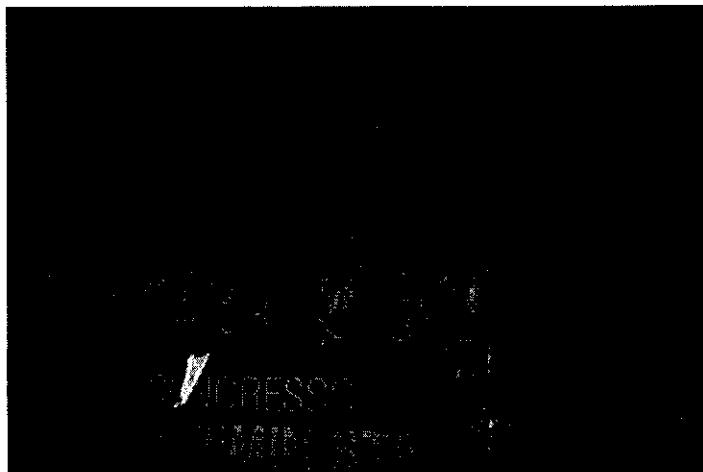


Nouvelles droites et antiféminisme

Cf. aussi : [\[Féminisme\]](#)

Judith Carreras*



*Red pill, unicorn (licorne), incels (célibataires involontaires), AWALT (All Women Are Like That – les femmes sont toutes les mêmes) (Rational Wiki, 2019) : voici quelques néologismes que l'on peut lire sur la *manosphère* : un ensemble de blogs, forums et sites internet de mouvements à tendance misogynie et antiféministe. Le *Red pill* est repris de *Matrix*, ceux qui ont pris la pilule rouge étant ceux qui ont réussi à se libérer des convictions féministes dominantes et choisissent d'adhérer à la douloureuse vérité de la *manosphère*, à l'inverse de leurs détracteurs, vendus à la cause féministe, qui ont pris la pilule bleue. Les termes *mâle alpha* et *mâle bêta* sont utilisés dans la même logique.*

Dans le monde anglo-saxon, *Red Pill Room*, *A Voice for Men*, ou encore *Return of Kings* sont quelques-uns des noms de ces sites. En Espagne, *Forocoches* est probablement le premier qui serait cité, mais il existe une longue liste de sites et de blogs comme *Stop Feminazis*, groupe facebook sur la garde partagée ou contre les soi-disant dénonciations calomnieuses, et des médias, comme *Mediterráneo Digital* ou *Caso Abierto* qui configurent une *manosphère* hispanique, avec un argot propre – féminazie, féministe suprémaciste, idéologie de genre – qui promeut le sexism, la misogynie, l'antiféminisme et l'« anti-genre ».

Tout ce jargon – le glossaire de la *manosphère* – semble sortir d'une caricature réactionnaire de guerre de communication, mais contribue en réalité à articuler un discours antiféministe qui alimente les positions, organisations et partis de l'ultra-droite. Quand bien même il n'existe pas nécessairement de liens organiques, ce mouvement sur la toile a bien souvent rencontré référents et porte-parole dans les partis d'extrême droite.

C'est le cas du parti espagnol Vox, qui a fait de ces thèmes des éléments centraux de son discours. L'utilisation des concepts de violence intrafamiliale et d'idéologie de genre, son refus de participer aux minutes de silence lorsqu'un meurtre machiste est commis, la remise en question, une fois de plus, de la loi sur l'avortement, ses demandes à accéder aux noms des femmes qui travaillent sur les violences de genre en Andalousie, et le discours répressif à propos des organisations féministes radicales, sont venus remettre sur la table des questions supposément déjà tranchées ou qui ne se posaient pas, et ont forcé d'autres partis, comme le Parti populaire (PP) et Ciudadanos (Cs), à réviser leurs positions.

Cependant, il semble que toutes les droites radicales n'ont pas les mêmes relations avec le féminisme et l'antiféminisme. Par exemple, ni Salvini ni Le Pen ne s'aventurent sur des sujets comme celui de l'avortement, alors que Vox et le PiS (la droite polonaise) ne s'en privent pas. Nous observons également des inflexions dans le temps au sein d'un parti, comme c'est le cas pour le Front national-Rassemblement

national, qui, avec Marine Le Pen, a voulu s'adresser davantage aux femmes et aux personnes homosexuelles, se différenciant ainsi des positions tenues par son père. Des partis comme l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne ont promu des groupes de femmes (Frauen in der Alternativ) pour accroître la présence des femmes dans la structure du parti et au niveau électoral. Quelques membres de l'AfD sont allés plus loin encore en luttant pour les droits des femmes à travers l'utilisation du discours du mouvement MeToo.

S'agissant du féminisme, les partis d'extrême droite semblent tenir deux positions apparemment contradictoires mais qui, dans de nombreux cas, sont exprimés simultanément – en particulier en ce qui concerne l'extrême droite européenne. Nous définirons la première comme nettement antiféministe, « anti-genre », sexiste et misogyne, et incarnée par des figures comme celles de Jair Bolsonaro, condamné à indemniser une députée pour lui avoir dit qu'il ne la violerait pas « parce qu'elle ne le méritait pas », et qui a nommé Damares Alves ministre de la Femme, de la famille et des droits de l'homme, qui a déclaré que les féministes n'aiment pas les hommes « parce qu'elles sont moches » et « parce qu'aucun homme n'a voulu les épouser ».

La seconde position se caractérise par l'utilisation du féminisme pour défendre des mesures et des politiques xénophobes et racistes, sous prétexte qu'elles sont nécessaires à la libération des femmes. Nous pourrions appeler cette logique *purplewashing* (de l'anglais *purple*, violet, et *whitewash*, blanchir ou couvrir), pour utiliser un terme déjà répandu et inventé par la féministe Brigitte Vasallo, ou *femonationalisme* (contraction de féminisme et nationalisme), concept plus récent de Sara R. Farris. À titre d'exemple, Nicole Höchst, membre de l'AfD, affirmait à l'automne 2018 dans un entretien à *Der Spiegel* être préoccupée par l'avenir de l'Allemagne et par le fait de protéger les femmes des islamistes radicaux et des migrants. Elle ajoutait : « *Je crois que nous sommes le seul parti en Allemagne qui lutte réellement pour les droits des femmes, parce que nous signalons le danger qui nous menace de perdre les libertés et les droits des femmes pour lesquelles nous avons lutté pendant des siècles* » (Bonhomme, 2019).

Le présent article tente d'analyser le rapport qu'entretiennent les nouvelles droites avec le féminisme, en évaluant plus en détail les deux positions que nous venons de mentionner. Une section argumente le fait que les deux approches, malgré une opposition apparente, ont des points de convergence importants, et renforcent un même discours général. Le texte se termine sur de brèves conclusions à propos des défis que tout cela lance au féminisme, et de la façon d'articuler stratégies de résistance et d'offensive.

Une croisade contre le féminisme

La signification de l'antiféminisme a varié à travers le temps et l'espace, mais il a été et est profondément politique. Il se base sur la négation de tout ou partie des affirmations suivantes : le patriarcat existe, la division sexuelle du travail favorise les hommes ; il faut promouvoir des actions collectives pour corriger ces discriminations et inégalités. En d'autres termes, l'antiféminisme est une opposition collective à l'émancipation féminine (McRobbie, 2018).

L'antiféminisme est probablement aussi ancien que le féminisme. Comme le note l'historienne Christine Bard dans le travail collectif *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, dès le XIX^e siècle et au cours des XX^e et XXI^e siècles, nous assistons à l'apparition de mouvements politiques néoconservateurs et réactionnaires comme réponse aux revendications féministes. En commençant par les mouvements qui se sont opposés au droit de vote des femmes, à l'entrée des femmes sur le marché du travail ou à leur droit à s'affilier à un syndicat, jusqu'aux positions actuelles qui parlent de féminisme suprémaciste ou d'idéologie de genre pour s'opposer au féminisme.

L'antiféminisme actuel n'est pas homogène, certaines de ses expressions sont des attaques brutales contre les femmes et défendent clairement la division sexuelle du travail comme quelque chose de naturel et d'inévitable, si ce n'est voulu par Dieu. Ses expressions sont sexistes, misogynes, racistes, colonialistes. C'est clairement le cas des sites et blogs de la *mansphère* que nous avons mentionnés. Cependant,

certains acteurs de l'antiféminisme contemporain ont peaufiné leur discours. Pour lutter contre un féminisme qui a gagné une légitimité sociale, politique et normative (Rubio, 2013), ils l'attaquent d'une manière qui paraît plus subtile, adoptant même une partie de son discours, tout en introduisant l'idée que le mouvement féministe a déjà atteint ses objectifs et qu'il cherche à défendre aujourd'hui un statut plus avantageux pour les femmes que pour les hommes. Ils soulignent également que le féminisme, malgré son affirmation de défense de l'égalité, ignore les problèmes particuliers des hommes et leur nie des droits.

Bien qu'il ne faille pas confondre les déclarations des dirigeants avec la position de leur parti, les mots de certains légitiment l'antiféminisme, en le normalisant et le rendant plus acceptable. Duterte aux Philippines se vante du fait qu'il a tenté de violer une enfant quand il était adolescent. Trump attaque plusieurs parlementaires femmes du fait de leurs enfants. Et dernièrement, Bolsonaro s'est moqué de la différence d'âge d'Emmanuel Macron et de sa compagne, Brigitte Macron, plus âgée que lui. Ces déclarations misogynes, sexistes et racistes, extraites d'une longue liste, ne sont pas seulement des « dérapages », mais font de l'antiféminisme et de l'autoritarisme la marque de fabrique d'un type d'action politique.

Différents acteurs confluent dans l'antiféminisme, depuis la droite conservatrice et les pouvoirs religieux jusqu'aux partis d'extrême droite et (néo)conservateurs. Leurs discours s'entrelacent et donnent forme à la même vague réactionnaire, qui ne mène pas seulement une bataille culturelle, mais également une bataille économique, sociale et démocratique contre les féminismes. La lutte est acharnée et, souvent, ce sont eux qui la gagnent.

L'agenda antiféministe s'articule autour de la négation du caractère structurel des violences machistes, d'actions contre les droits sexuels et reproductifs, en particulier sur la question de l'avortement, de la négation du genre comme construction sociale, avec l'homophobie et la transphobie qui en découlent, mais aussi du sexism et de la lutte pour un vocabulaire et une grammaire inclusives, dans l'articulation de son discours sur l'« idéologie de genre », comme traits les plus saillants. Existent également d'autres aspects, comme la ségrégation au travail ou les différences salariales, qui ne sont pas traitées ou alors reçoivent une réponse basée sur des logiques méritocratiques.

Quant au « concept » d'idéologie de genre, il a été inventé par la hiérarchie catholique dans les dernières années du mandat de Jean-Paul II au Vatican. Il s'agit d'un discours qui cherche à combattre le genre comme concept (Alabao, 2018). Cette position est également avalisée par le pape François qui, dans des déclarations à l'occasion de la présentation de son livre *Cette économie qui tue*, fait la réflexion suivante : « *Pensons aux armes nucléaires, à la possibilité de supprimer un grand nombre d'êtres humains en quelques instants. Pensons aussi à la manipulation génétique, à la manipulation de la vie ou à la théorie du genre, qui ne reconnaissent pas l'ordre de la création. Par cette attitude, l'homme commet un nouveau péché contre Dieu le créateur. Le vrai respect de la création n'a rien à voir avec les idéologies qui considèrent l'homme comme un accident, comme un problème à éliminer. Dieu a placé l'homme et la femme au sommet de la création et leur a confié la terre. Le dessein du Créateur est écrit dans la nature* » (McElwee, 2015).

Comme l'explique Nuria Alabao (2018) : « *Les secteurs ultra-religieux – tous les catholiques ne pensent pas la même chose – qui mènent cette nouvelle croisade veulent reconquérir l'idée de l'homme et de la femme comme biologiquement différenciés et lier cette différence naturelle à des préceptes divins, dont ils font un étandard. Ces différences naturelles seraient bien sûr liées à une certaine image de la femme comme celle qui prend soin [care], et de la famille comme famille traditionnelle hétérosexuelle, où les fonctions sont réparties selon les sexes* ». C'est donc la négation du genre comme construction socioculturelle et l'affirmation de celui-ci comme réalité naturelle.

Cette notion [d'idéologie de genre] construit un objet qui peut être utilisé dans différents buts, de façon transversale, de l'avortement aux supposées attaques contre la famille et/ou au mariage entre personnes de même sexe. En Espagne, cette croisade n'a pris de l'importance que récemment. Les attaques contre la dite « idéologie de genre » existent depuis longtemps, mais elles étaient minoritaires et réduites à des

secteurs associés au catholicisme le plus conservateur. C'est avec Vox qu'elles sont entrées sur la scène politique et médiatique. La vice-secrétaire de mobilisation de Vox, Alicia V. Rubio, s'est fait remarquer comme une grande militante du « concept d'idéologie de genre », le défendant dans les divers rassemblements auxquels elle participe, et dans lesquels elle expose les thèses principales de son livre *Quand ils nous ont interdit d'être des femmes... et vous poursuivirent parce que vous êtes des hommes : pour comprendre comment « l'idéologie de genre » nous affecte* (Urbán, 2019). Vox a ensuite poussé le PP à incorporer cette question dans son discours. Pablo Casado, pendant les primaires, s'est engagé à « une grande convention de réarmement idéologique », centrée fondamentalement sur le combat contre ce qu'ils appellent l'idéologie de genre, et sur la revendication de revenir sur la loi de 1985, relative à l'avortement, comme démonstration la plus concrète.

Là où le combat contre la dite « idéologie de genre » est très présent, c'est dans les Amériques. Cette croisade a été rapidement endossée par l'évangélisme, surtout dans sa version néo-pentecôtiste, la plus puissante, qui a joué notamment un rôle important dans l'élection de Bolsonaro. En Colombie, les positions évangéliques du « non » ont été un élément déterminant dans le référendum sur les accords de paix. Aux États-Unis, le vice-président Mike Pence, évangéliste, est considéré comme un des principaux ennemis du mouvement féministe et LGBTI (Urbán, 2019).

L'utilisation de la dite « idéologie de genre » a donc un caractère politique marqué. L'extrême droite a besoin de créer et de désigner des ennemis pour gagner en cohésion et répondre aux problèmes structurels par la désignation de groupes déterminés. Le féminisme promeut l'égalité, et cela apparaît inacceptable pour le néo-machisme et le conservatisme le plus radical. La lutte des femmes devient un ennemi, tout comme le sont les migrants, vis-à-vis desquels l'axe central du discours est sécuritaire, avec une instrumentalisation du discours féministe par de nombreuses formations à l'extrême droite.

Fémonationalisme et purplewashing face à la diversité

Le *purplewashing* peut se comprendre comme la pratique caractéristique qui consiste à défendre des mesures ou des politiques xénophobes et racistes sous le prétexte qu'elles sont nécessaires à la libération des femmes (Wikipedia espagnol).

Un autre terme employé pour dénoncer l'utilisation du féminisme par les sectes pour soutenir des discours ou politiques xénophobes, et la promotion de l'islamophobie, est celui de fémonationalisme. Ce terme proposé originellement par Sarra R. Farris décrit les processus par lesquels différents pouvoirs s'alignent sur certaines revendications du mouvement féministe pour justifier des positions racistes, xénophobes, anti-pauvres ou islamophobes, en s'appuyant sur les préjugés selon lesquels les migrants sont forcément machistes et la société occidentale parfaitement égalitaire. Ainsi, les femmes et les droits qu'elles ont obtenus sont utilisés pour faire de l'immigration le bouc émissaire d'une supposée déperdition socio-économique et culturelle (Pérez, 2019).

Le purplewashing et le fémonationalisme sont devenus des procédés utilisés par la majorité, pour ne pas dire la totalité, des partis d'extrême droite en Europe. L'originalité, c'est que l'extrême droite n'est pas la seule à recourir à ces concepts, sur lesquels surfent également la droite conservatrice et le social-libéralisme. La proposition de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'inscrit dans cette logique en plaçant « la protection de notre style de vie européen » dans les six axes programmatiques de son prochain mandat. On pourrait penser, de façon naïve ou ingénue, qu'elle fait ici référence à la volonté d'inverser les effets de l'austérité, de renforcer le pilier social européen et de préserver les droits sociaux et économiques, mais le fait est que son discours est accompagné de l'idée de frontières extérieures fortes comme un élément de la politique intérieure : « *Nous avons besoin de frontières extérieures fortes. Un élément fondamental de cette ambition est le renforcement de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)* », et d'un discours sécuritaire, toujours concernant la politique intérieure : « *Toute personne qui se trouve dans l'Union a le droit de se sentir en sécurité dans la rue et dans son propre foyer. Quand il s'agit de protéger nos citoyens, on ne peut se*

- *passer d'aucun moyen. Nous devons améliorer notre coopération transfrontalière pour répondre aux lacunes de la lutte contre la criminalité et le terrorisme en Europe* » (Gil, 2019).

Le concept de sécurité – dans une triple dimension – est devenu l'axe principal de la nouvelle droite, camouflé par le purplewashing. La sécurité économique, avec l'idée que la migration use et abuse de l'État providence alors même que les ressources sont raréfiées par les mesures d'austérité provoquées par la crise économique. La sécurité des valeurs, ou culturelle, qui est derrière le concept de style de vie européen et qui alimente l'islamophobie : les femmes voilées doivent être libérées parce qu'elles sont soumises et menacent les valeurs européennes. La sécurité physique des femmes européennes, qui implique la représentation des hommes étrangers, et surtout des musulmans, comme des prédateurs sexuels.

Nous n'avons que trop d'exemples de ce phénomène. Comme celui des Sverigedemokraterna (Démocrates suédois, SD), troisième force avec 17,6 % des votes en 2018, qui formulent un discours autour de la fierté du modèle scandinave/nordique, mais aussi de l'équité de genre, et présentent la migration comme un danger pour la nation. Ebba Hermansson, 22 ans, plus jeune député du Parlement suédois, porte-parole pour l'égalité de genre de ce parti, déclare qu'une de ses préoccupations majeures est de « *sauver les femmes des violences sexuelles. Si tu viens d'un pays où les femmes ne valent pas autant que les hommes, où les femmes n'ont pas le droit de vivre leur vie comme elles le désirent, il y a un choc quand tu arrives [en Suède]* » (Chrisafis, Connolly, Giuffrida, 2019). Des discours semblables sont tenus chez les Perussuomalaiset (Vrais Finlandais), deuxième force avec 17,5 % en 2019 ; chez le Dansk Folkeparti (Parti populaire danois, DF), avec 21,5 % et deuxième force en 2015 ; chez l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), avec 12,7 % en 2017, ou en Suisse chez l'Union démocratique du centre-Schwizerische Volkspartei (UDC-SVP), avec 29,4 % en 2018. Ou encore dans l'UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, 1,8 % en 2017), mais on pourrait également citer Boris Johnson, quand il dit que « *les femmes musulmanes qui portent des burqas ont l'air de boîtes aux lettres* ». On peut encore mentionner la Ligue du Nord de Salvini, avec 17,4 % en 2018, ou le Front national en France, avec 21,3 % en 2017. La réponse de Le Pen devant la crise humanitaire en Méditerranée était : « *J'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes* » (Chrisafis, Connolly, Giuffrida, 2019).

Vox vient s'ajouter à cette liste, par exemple quand Abascal a déclaré au Congrès : « *Quand un viol collectif répugnant est commis par des Espagnols, nous connaissons tous les détails des violeurs et on appelle à des manifestations. Mais pour des dizaines de délits similaires, quand les auteurs sont étrangers, tout change* ». Ou encore quand Vox devient le premier parti à refuser d'assister à une réception à l'ambassade de Téhéran, argumentant ne pas pouvoir être présent à un événement « qui exige un traitement différencié pour les femmes », puisque celles-ci ne pouvaient serrer la main aux représentants iraniens. Il s'agit de se rappeler aussi que dans l'État espagnol le premier parti qui a recouru au purplewashing a été la Plataforma per Catalunya (PxC, qui s'est dissoute en février 2019 en recommandant à ses membres d'intégrer Vox), parvenant à ce que de nombreuses municipalités de différentes couleurs politiques soutiennent leur proposition d'interdiction de la burqa au niveau local (Urbán, 2019).

Il semble cependant que les partis d'Europe de l'Est, comme Loi et Justice (PiS) avec 37,6 % en 2015, le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) avec 19,1 % en 2018 ou encore Aube dorée en Grèce, avec 7 % en 2015, n'ont pas recours, ou moins, au purplewashing (ou tout du moins, nous n'avons rencontré aucune référence à ce sujet). On pourrait analyser cela comme une conséquence du moindre développement social de la question du genre dans ces pays, ou alors comme une décision du PiS qui, du fait de conflits ouverts sur le thème de l'avortement en Pologne et pour qu'on ne puisse pas lire cela comme une faiblesse devant le mouvement, ne veut pas s'adresser à de nouveaux secteurs, ou simplement pour d'autres raisons.

On observe, dans tous les cas, que ces partis qui ont recours au purplewashing et au fémonationalisme lancent de concert le même message selon lequel le féminisme peut mettre la nation en danger (Sager, Mulinari, 2018).

À cheval sur les contradictions

Le discours antiféministe paraît être l'antithèse du purplewashing et pourtant nous voyons que beaucoup de partis politiques d'extrême droite ont recours aux deux, comme le démontrent de nombreuses analyses. Est-ce une preuve de leur grande souplesse pour surfer sur des contradictions ou existe-t-il en réalité des éléments conceptuels de fond qui rapprochent ces discours l'un de l'autre ?

Je présenterai ici quelques réflexions qui penchent pour la seconde option, mettant en évidence des aspects qui sont partagés par les deux approches :

- **L'identité masculine attaquée.** Les déclarations de Carl Benjamin, candidat UKIP au Parlement européen en 2014, montrent bien ce sentiment d'attaque contre l'identité masculine quand celui-ci affirmait, après qu'un homme de 22 ans a assassiné six personnes en Californie en réponse au fait d'avoir été repoussé sexuellement : « *Avant votre stupide justice sociale féministe de merde, ça ne se serait pas produit à cette échelle. C'est de la folie, c'est une maladie de l'ère moderne. C'est ce qu'a fait le féminisme : une génération d'hommes qui ne savent pas quoi faire, qui sont diabolisés pour ce qu'ils sont.* » (Walker, 2019)

Joan Sanfélix, sociologue spécialiste des masculinités, introduit de plus un facteur matériel intéressant : « *Les fissures de l'identité masculine traditionnelle sont dues à la grande avancée des femmes, qui sont allées occuper l'espace public et défaire les structures familiales classiques. De plus, la crise économique a mis à mal l'idéal de carrières aux trajectoires stables et longues, un élément de base dans la construction de l'identité de genre masculine, lié à son rôle économique de soutien de la famille* » (Sen, 2019).

À cette analyse s'ajoute l'insécurité provoquée par la précarité du travail et des parcours de vie générée par les politiques néolibérales, bien que cela ne doive pas camoufler le fait que la position antiféministe est provoquée par le refus des hommes de modifier la position privilégiée dans laquelle ils se trouvent.

Face à ces insécurités, l'extrême droite dénonce des coupables : les migrants, les pauvres et le mouvement féministe lui-même. Ainsi, l'antiféminisme recueille une partie des insécurités et mal-être sociaux et économiques d'un certain type d'hommes qui pensent que la mise en doute de la masculinité classique est à l'origine de leurs problèmes. Un mal-être transversal, qui ne peut pas seulement se circonscrire à une génération déterminée.

- **Le corps des femmes comme champ de bataille.** Pour l'antiféminisme, la question de l'avortement et du contrôle du corps des femmes est un thème récurrent. La liberté sexuelle et reproductive des femmes est même considérée comme une menace pour la civilisation. Les femmes ne veulent pas avoir d'enfants, ne veulent pas rester à la maison pour s'occuper du foyer. Le rôle essentiel de la femme est de donner la vie et de garantir la continuité de la patrie, et elles refusent ce rôle. Dans une Europe en déclin démographique, c'est une question décisive, plus encore dans une logique de supposée invasion migratoire musulmane. Des théories conspirationnistes comme celle que propose Renaud Camus dans *le Grand Remplacement*, selon laquelle la population blanche chrétienne européenne en général – personnifiée par les Français – est en train d'être systématiquement remplacée par des peuples non européens, alimentent cette logique du contrôle du corps des femmes, de leur rôle dans la société et de comment les femmes européennes doivent vivre leur sexualité.

Le discours du purplewashing donne aussi à voir une volonté de contrôler le corps des femmes, dans ce cas des migrantes. Au nom d'une soi-disant libération des femmes qui « *sont stéréotypées comme victimes, comme des personnes sans capacité de libre arbitre* » (Pérez, 2019), on les empêche de porter le

voile, on leur dit comment elles peuvent ou non s'habiller dans l'espace public. Les « guerres du voile » sont en train de transformer le corps des femmes en champ de bataille.

• **Le paternalisme émergeant.** Les positions antiféministes réactualisées, qui ont repris une partie du discours féministe, affirment aujourd’hui que l’égalité est réalisée et que le problème est de vouloir aller plus loin, parce que cela supposerait un déséquilibre de la balance en faveur des femmes. Ou encore qu’en Europe les femmes ne sont pas opprimées et que le problème se trouve dans d’autres régions du globe. Une lecture qui utilise toujours une vision paternaliste pour dire que le chemin parcouru jusqu’aujourd’hui est validé, mais qu’il est interdit d’aller au-delà.

Dans la même veine, pour le purplewashing, alors que le féminisme propose l’émancipation, l’extrême droite parle de libération, maintenant ainsi le schéma de l’homme (blanc, occidental et chrétien si possible) qui libère les femmes, opprimées à travers le monde et dans la société. Au passage, ils en profitent pour affirmer la supériorité de la civilisation occidentale et des valeurs libérales, en se servant paradoxalement pour cela de la formule très patriarcale « nous défendons nos femmes ». Émerge ainsi un paternalisme raciste et colonialiste.

• **Une réponse anti-establishment ?** Les partis d’extrême droite ont construit une image et un discours fondés sur la provocation, en rompant avec le politiquement correct, en se présentant comme ceux qui disent ce que personne ne se risque à dire, quand bien même cela implique la délégitimation des prémisses démocratiques fondamentales, comme l’égalité, l’inclusion, les droits humains, la protection des minorités, la lutte contre la discrimination, mais aussi la science.

Il semble qu’ils adoptent une dialectique anti-establishment sur le terrain culturel et symbolique, et non économique. Contre la science, contre le politiquement correct, contre les politiques de genre. Il nous faudra continuer à les analyser.

En guise de conclusion

L’extrême droite a trouvé un filon électoral avec l’antiféminisme parce qu’il joue un rôle important d’agrégateur d’identités. Avec l’antiféminisme, ils réussissent à polariser le débat politique par l’intégration de larges couches sociales mécontentes du système, en leur octroyant un sentiment d’appartenance, un rôle sexuel et de genre défini, que le néolibéralisme leur vole.

Cependant, la confrontation n’a pas seulement une visée électorale : le féminisme est capable d’offrir des imaginaires collectifs alternatifs avec une dimension antiraciste, décoloniale, anticapitaliste, écologiste, antisexiste et de justice sociale qui sont identifiés par l’extrême droite comme une idéologie dangereuse pour ses propres positions et intérêts.

Dans le combat contre l’extrême droite, il ne serait pas juste de laisser une trop grande part de responsabilité au mouvement féministe. Ce monstre politique, tentaculaire, traverse tous les aspects de la société. Le féminisme a sa part de tâches, qui n’est pas moindre, pour construire un programme et un mouvement où l’antiracisme est une priorité, où on ne substitue pas le maternalisme au paternalisme, où on soutient la lutte pour l’émancipation par l’autonomie, et où des identités multiples peuvent prendre leur place dans un sentiment partagé de communauté.

* Judith Carreras, militante féministe, préside la Fundación Viento Sur. Elle a publié (avec Carlos Sevilla et Miguel Urbán) *Eurouniversidad, Mito y realidad del proceso de Bolonia*, Icaria editorial, Barcelona 2006. Cet article a été d’abord publié par la revue espagnole *Viento Sur* n° 166 <https://vientosur.info/spip.php?article15329>. Traduit de l’espagnol par Louise Poulain.

Notes

Références

- Alabao Nuria, « El giro ultra de Casado y la ideología de género », Ctxt.es, 28 juillet 2018.
- Bonhomme Edna, « The Disturbing Rise of “Femonationalism” », The Nation, 7 mai 2019.
- Chrisafis Angelique, Connolly Kate, Giuffrida Angela « From Le Pen to Alice Weidel : how the European far-right set its sights on women », The Guardian, 29 janvier 2019.
- Comas d'Argemir Dolores, « La “ideología de género”, el antifeminismo y la extrema derecha », El País, Agenda Pública, 25 février 2019.
- Gil Andrés, « Proteger el estilo de vida europeo : cuando los “populares” asumen la narrativa de la extrema derecha », eldiario.es, 14 septembre 2019.
- McElwee Joshua J. « Francis strongly criticizes gender theory, comparing it to nuclear arms », National Catholic Reporter, 13 février 2015.
- McRobbie Angela, « Anti-feminism and anti-gender far right politics in Europe and beyond », Open Democracy, 18 janvier 2018.
- Pérez Colina Marisa, « Entrevista a Sara Farris : “Hay que abandonar el paternalismo que caracteriza a parte del feminismo europeo” », Ctxt.es, 4 septembre 2019.
- Rational Wiki (2019) : https://rationalwiki.org/wiki/Manosphere_glossary
- Rubio Grundell Lucrecia, « Instinto depravado, impulso ciego, sueño loco. El antifeminismo contemporáneo en perspectiva histórica », Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales, 2013
- Sager Maja, Mulinari Diana, « Safety for whom? Exploring femonationalism and care-racism in Sweden », Women's Studies International Forum, 68 (2018), pp. 149-156.
- Sen Cristina, « La amenaza del neomachismo », La Vanguardia, 3 mars 2019.
- Urbán Miguel, La emergencia de Vox. Apuntes para combatir a la extrema derecha española, Ed. Sylone, 2019.
- Walker Peter, « Ukip MEP candidate blamed feminists for rise in misogyny », The Guardian, 22 avril 2019.